

Guerre, crise économique et mécontentement dans la Russie de Poutine

Entre crise intérieure et ambitions impériales — entretien avec Posle

lundi 1er juin 2026, par [Posle Editorial](#), [Posle/После](#), [SMITH Ashley](#)

Le régime de Poutine montre des signes de fragilité croissante après cinq années de guerre d'agression contre l'Ukraine. La résistance ukrainienne a imposé une situation d'impasse militaire ; les pertes russes avoisinent 1,2 million de morts et de blessés ; et l'économie, portée un temps par la hausse des prix du pétrole, accumule les difficultés structurelles. Ashley Smith, du collectif Tempest, a mené cet entretien avec les rédacteurs de Posle (После, « Après »), média socialiste russe indépendant en exil, sur la guerre, le régime, le mécontentement populaire et les obstacles à toute résistance sous l'autocratie. Posle vient d'être désigné « agent de l'étranger » par l'État russe — une mesure répressive qui expose ses rédacteurs à des poursuites pénales et à de graves atteintes à leurs droits civils. [AN]

Sommaire

- [Contexte géopolitique : \(...\)](#)
- [La défaite d'Orbán et son \(...\)](#)
- [La guerre en Iran, la Chine et](#)
- [La capacité russe à poursuivre](#)
- [Situation intérieure : méconte](#)

Au moment où les rédacteurs de Tempest préparaient cet article pour publication, l'État russe a désigné les personnes associées au site Posle comme « agent de l'étranger ». La loi russe sur les « agents de l'étranger » est hautement répressive et expose les rédacteurs à un risque significatif de poursuites pénales et à d'autres menaces contre leurs droits civils fondamentaux. La loi russe constitue un modèle de ce que Human Rights Watch a identifié comme un outil central du répertoire autoritaire. « La cible principale de ces lois sont les organisations de la société civile et des médias » dont les activités visent à « influencer les politiques publiques [...] organiser des débats publics, des événements, des rassemblements et des manifestations ». Ainsi, parmi les prétendus méfaits reprochés, le régime de Poutine a fondé sa décision sur la prétendue « promotion » par Posle des « relations LGBT ». Cela s'inscrit dans une offensive plus large contre les droits démocratiques à l'échelle internationale, qui trouve ses propres parallèles aux États-Unis, où la dérive autoritaire s'est accélérée sous Trump. Tempest exprime sa solidarité inconditionnelle avec Posle et ses rédacteurs. Nous voyons en Posle des camarades « agents » — non d'un quelconque État, mais d'un projet démocratique de solidarité internationale qui est l'antidote à un avenir de barbarie capitaliste débridée. [Tempest]

Contexte géopolitique : Iran, pétrole, rivalités impériales

Ashley Smith : Les États-Unis et Israël ont élargi leur guerre génocidaire commune contre Gaza au Liban et à l'Iran. Ils en attendaient une victoire rapide, mais c'est une nouvelle guerre sans fin qui s'est engagée. Le régime iranien mène une guerre asymétrique ; il a frappé les infrastructures pétrolières de la région, fermé le détroit d'Ormuz et perturbé non seulement les flux de pétrole, mais aussi de pétrochimie, d'engrais et d'hélium — indispensable à la fabrication de microprocesseurs. Alors que la stagflation menace tous les coins de l'économie mondiale, la Russie semble avoir profité de la guerre : le président Trump a allégé les sanctions contre le pétrole russe et la hausse des prix des hydrocarbures a fait affluer les profits dans les caisses de Poutine. Cette analyse est-elle exacte ? Quel est l'impact de cette situation sur l'économie russe ?

Posle : À court terme, en effet, la Russie a bénéficié de la flambée des prix du pétrole et de l'allègement des sanctions. Les recettes budgétaires tirées des exportations pétrolières ont par exemple doublé en avril par rapport à mars. Ces recettes supplémentaires ne suffisent cependant pas à enrayer la montée catastrophique du déficit budgétaire — qui atteint actuellement 2,5 %, dépassant le seuil de 1,6 % prévu par le gouvernement pour cette année. Ce déséquilibre pèse sur les autres postes de dépenses publiques et fragilise le rouble, soumettant un système financier déjà chancelant à des pressions supplémentaires.

Par ailleurs, l'essentiel des bénéfices exceptionnels a été canalisé vers les compagnies pétrolières pour moderniser des infrastructures gravement endommagées par les attaques de missiles ukrainiens. Ces frappes ciblant les raffineries et les terminaux d'exportation pétrolière ont considérablement affaibli la capacité russe à exporter des matières premières : ces derniers mois, les ports de la mer Baltique ont réduit d'un tiers leurs expéditions de pétrole.

Parallèlement, une hausse durable des prix du pétrole entraînera inévitablement une baisse de la consommation mondiale, ce qui pourrait gravement affecter une économie russe déjà en récession. La guerre en Iran et le blocus du détroit d'Ormuz ne servent donc pas les intérêts économiques de la Russie, même s'ils lui offrent des avantages politiques indéniables.

Ashley Smith : La guerre de Trump contre l'Iran a encore davantage ébranlé l'ordre dit fondé sur des règles, déjà discrédité par la guerre génocidaire des États-Unis et d'Israël à Gaza et par la guerre impérialiste russe en Ukraine. Trump a lancé l'attaque contre Téhéran sans consulter ni même prévenir les alliés de l'OTAN. L'alliance se fissure, Trump menaçant de plus en plus de retirer les troupes américaines et d'abandonner le soutien à l'Ukraine. En conséquence, l'Europe, et l'Allemagne en particulier, se réarme rapidement. Dans ce contexte, quelle est selon vous la perspective actuelle du régime de Poutine face aux rivalités inter-impériales au sein de l'Europe, entre l'OTAN et la Russie, et face à la lutte de l'Ukraine pour son autodétermination ?

Posle : Le recul du soutien américain à l'Ukraine et le désengagement de l'Amérique des questions de sécurité européenne du fait de la guerre en Iran constituent en réalité le principal gain politique de Poutine à ce jour. Il apparaît ainsi clairement comment les intérêts de la Russie et de sa population — frappée par la baisse du niveau de vie et par l'intensification des frappes de missiles — divergent profondément de ceux de Poutine et de son régime, prêt à prolonger le conflit pour assouvir ses ambitions géopolitiques. Ces objectifs incluent l'écrasement de la résistance ukrainienne — au prix de dizaines de milliers de vies de soldats russes — et la déstabilisation de l'Europe afin d'étendre son influence dans l'espace post-soviétique et en Europe de l'Est.

La situation se tend actuellement autour de l'Arménie, où le président Pachinian cherche à retirer progressivement son pays de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) [1] et à renforcer sa coopération avec l'Union européenne. Les tensions montent également avec les États baltes, de plus en plus ciblés par des actes de sabotage militaire russes. Ces évolutions revêtent une grande importance pour Poutine, car elles font peser des questions sur la réalité du soutien de l'OTAN à ses membres et alliés.

Si l'agression contre l'Iran venait à s'intensifier, les États-Unis continueraient de réduire rapidement leur présence en Europe, et l'OTAN risquerait de devenir un « tigre de papier » dont les engagements mutuels entre membres ne vaudraient rien. Ces défis conduisent non seulement à la remilitarisation de l'Allemagne, mais remettent en cause tout le modèle idéologique de l'État allemand, construit sur le traumatisme du militarisme nazi et les sacrifices colossaux de la Seconde Guerre mondiale. Ces valeurs sont aujourd'hui menacées, comme le montre l'essor de l'Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne, AfD), devenu de fait le parti le plus populaire du pays.

Dans ces circonstances, la gauche allemande doit certes combattre le danger du fascisme et de la militarisation, mais non en ignorant la menace russe qui pèse sur les pays d'Europe de l'Est. Au contraire, seul un soutien conséquent à l'Ukraine peut freiner les ambitions du régime de Poutine et, par voie de conséquence, réduire la nécessité d'une remilitarisation allemande qui, en dernier ressort, fait le jeu de l'extrême droite.

La défaite d'Orbán et son impact sur le Kremlin

Ashley Smith : Dans un autre développement qui affecte la Russie, les électeurs hongrois ont mis fin après seize ans à la gouvernance de Viktor Orbán, de plus en plus autoritaire. Orbán était un allié de Poutine qui avait bloqué le prêt de 106 milliards d'euros accordé par l'UE à l'Ukraine. Quelle est la signification de la défaite d'Orbán pour le régime de Poutine ?

Posle : C'est assurément un revers sérieux pour le Kremlin : Orbán en était le principal agent au sein de l'Union européenne. Aujourd'hui, le seul pays à jouer encore ce rôle est la Slovaquie, dirigée par le populiste de droite Robert Fico [2]. Lui aussi, à l'instar d'Orbán, nourrit des positions antiukrainiennes et cherche à sécuriser des approvisionnements en gaz russe bon marché. Ce modèle d'influence russe démontre clairement comment le Kremlin a transformé les approvisionnements énergétiques en une arme politique puissante, qu'il continuera de manier contre d'autres pays européens.

La défaite d'Orbán résulte de la lassitude des Hongrois — et en particulier de la jeunesse — face à son règne corrompu et autoritaire ; elle ne signifie pas pour autant, à nos yeux, le début de la fin pour les populistes d'extrême droite à l'échelle paneuropéenne. Au contraire, cette tendance continue de prendre de l'ampleur, et le Kremlin mise avant tout sur elle — notamment dans des pays comme l'Allemagne et la France.

La guerre en Iran, la Chine et la Russie

Ashley Smith : La guerre en Iran aura également des répercussions sur la Russie et la Chine, qui ont toutes deux soutenu Téhéran de diverses manières. Les approvisionnements en pétrole étant perturbés par la fermeture du détroit d'Ormuz, la Chine va-t-elle se tourner davantage vers la Russie pour son pétrole et son gaz naturel ?

Qu'advient-il de leur soi-disant « amitié sans limites » ? Quelle sera leur politique envers l'Iran ? Quel impact ce scénario aura-t-il sur la rivalité russo-chinoise avec les États-Unis et l'Europe ?

Posle : La perte de l'Iran comme fournisseur pétrolier fiable — comme ce fut jadis le cas du Venezuela — a en effet rendu la Chine plus dépendante des approvisionnements russes. Par ailleurs, l'échec de l'« opération Epic Fury » en Iran a mis en lumière la vulnérabilité de la puissance militaire américaine. Une caractéristique distinctive de la position de Poutine demeure néanmoins ses efforts pour développer un dialogue bilatéral avec Trump, en dépit de son « amitié » avec la Chine. Il est révélateur que la diplomatie russe, tout en condamnant à répétition la « guerre déclenchée par les États-Unis et Israël », ait mis en avant « l'engagement de la Russie à proposer ses bons offices aux parties ».

Poutine et d'autres responsables du Kremlin ont constamment souligné que, malgré son alliance avec l'Iran, la Russie se distancie du conflit et préfère jouer le rôle de médiateur. Poutine vient encore de réitérer sa proposition de transférer en Russie l'uranium enrichi iranien. Il semble que, suite à la chute du régime Assad en Syrie, la Russie ne soit pas prête à s'engager sérieusement dans les conflits au Moyen-Orient et cherche à se concentrer sur l'Ukraine et les affaires européennes.

La capacité russe à poursuivre la guerre

Ashley Smith : Quel est l'impact de ces dynamiques inter-impériales et macroéconomiques sur la capacité de la Russie à poursuivre son invasion de l'Ukraine ?

Posle : Près de cinq ans de guerre en Ukraine ont sévèrement érodé les ressources économiques et humaines de la Russie, mais cela n'a pas encore entamé la volonté de Poutine d'« atteindre les objectifs de l'opération militaire spéciale » à tout prix. Récemment, le porte-parole du Kremlin Peskov a déclaré que le retrait de l'armée ukrainienne de la région de Donetsk n'est pas une question pouvant faire l'objet de négociations avec Kiev, mais une condition préalable à celles-ci.

Autrement dit, une fois que l'Ukraine aura cédé volontairement une partie de son territoire, de nouvelles exigences suivront très probablement. Il est clair que le Kremlin n'est pas intéressé par un cessez-le-feu et prépare une offensive majeure dans le Donbass cet été et cet automne. L'objectif de cette offensive est non seulement militaire, mais aussi politique : convaincre Trump que la Russie continue de dominer sur le terrain, afin que les États-Unis exercent une pression accrue sur Kiev pour lui imposer les conditions du Kremlin. [3]

Le plan de Poutine illustre clairement le conflit entre ses ambitions personnelles et les intérêts du peuple russe. Les pertes de l'armée russe au front ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le début de l'année : dans la seule deuxième quinzaine d'avril, environ 4 500 soldats ont été tués. Au total, au moins 350 000 Russes sont morts au cours des cinq années de guerre. Le nombre de victimes civiles augmente également en raison des frappes de missiles ukrainiennes sur les infrastructures militaires et énergétiques — même si cela est absolument incomparable avec les pertes causées par les frappes russes sur les villes ukrainiennes.

Les Russes ordinaires paient ce prix pour que Poutine puisse annoncer à Trump l'avance de son armée de quelques dizaines de kilomètres carrés. L'écart entre la perception de la guerre au Kremlin et parmi la population ordinaire ne cesse de croître rapidement.

Situation intérieure : mécontentement, répression et fragilité du régime

Ashley Smith : Venons-en maintenant à l'impact intérieur de tout cela en Russie. L'Ukraine persiste dans sa résistance à l'invasion russe et frappe militairement de plus en plus profondément en territoire russe. En conséquence, les pertes russes semblent s'être accélérées lors de la récente offensive de printemps. Pendant ce temps, en raison des sanctions et des dynamiques générales de l'économie de guerre, les conditions économiques se sont dégradées. Des signes de dissidence croissante apparaissent, exprimés de manière détournée par des politiciens et des personnalités médiatiques. Quelle est la situation politique intérieure en Russie ? Comment interpréter ces diverses expressions de mécontentement de la part de personnalités publiques ? Cela témoigne-t-il d'un mécontentement de masse qui se développe parmi les travailleurs et les opprimés en Russie ? À quel point le régime de Poutine est-il stable ?

Posle : Le premier semestre 2026 a effectivement été marqué par une inflation galopante et une baisse du niveau de vie. On peut affirmer que les effets du « keynésianisme militaire » — lié à la forte hausse des dépenses publiques au début de la guerre — sont désormais épuisés. Même selon les prévisions gouvernementales, l'inflation cette année s'établira à 5,2 %, tandis que les salaires n'augmenteront que de 2 %. Dans le même temps, le Kremlin entend compenser le déficit budgétaire croissant par une hausse des impôts sur les petites entreprises et par des coupes dans les programmes sociaux et les projets d'infrastructures.

Dans ce contexte, les autorités russes ont pris, en début d'année, des mesures sans précédent pour restreindre l'accès à Internet dans le pays. Elles ont notamment tenté de bloquer Telegram (utilisé par 105 millions de Russes, soit la majorité de la population) et les réseaux privés virtuels (VPN) — utilisés par environ 40 % des Russes pour contourner les blocages d'Instagram, YouTube et d'autres plateformes. Dans les grandes villes russes, dont Moscou, la connexion Internet sans fil a été fréquemment coupée intégralement, causant d'immenses dommages à l'économie et provoquant une forte augmentation des retraits en espèces dans les banques.

Derrière toutes ces mesures, qui ont suscité un vaste mécontentement, se trouve le Service fédéral de sécurité (FSB, Federalnaya Sluzhba Bezopasnosti) [4] et son projet d'« Internet souverain », entièrement contrôlé par les autorités. La raison officielle invoquée pour justifier ces restrictions est la prévention des attaques de drones ukrainiens — une justification qui semble très peu crédible, dans la mesure où le renforcement des restrictions coïncide avec une intensification des frappes ukrainiennes. Un sentiment prévaut dans le pays : ceux qui sont au pouvoir sont entièrement absorbés par leur guerre et leurs interdictions permanentes, sans aucun intérêt pour la vie quotidienne des gens ordinaires.

Ces sentiments ont été encore attisés par les tentatives des autorités de dissimuler une épidémie de fièvre aphteuse [5] parmi le bétail en Sibérie et dans d'autres régions. Les autorités russes ont saisi et abattu des dizaines de milliers de bovins et de porcs appartenant à des éleveurs, sans aucune explication ni compensation. Dans plusieurs cas, des affrontements directs entre la police et des communautés rurales s'en sont suivis.

Tous ces facteurs conduisent clairement à une perte de confiance dans les autorités et à un mécontentement croissant. Cependant, toute possibilité d'exprimer légalement quelque dissidence que ce soit a été complètement éradiquée en Russie. Des jeunes militants qui ont tenté d'organiser une protestation contre la fermeture de Telegram, ainsi que des dizaines

d'éleveurs qui cherchaient à protéger leur bétail de l'abattage, ont été arrêtés et soumis à de fortes pressions policières.

La répression accrue et les tentatives des autorités de restreindre la circulation de l'information sont une réponse au mécontentement croissant. Alors que le régime jouissait jusqu'ici d'une légitimité largement fondée sur sa capacité à préserver la stabilité de la vie quotidienne, il s'appuie désormais de plus en plus sur la peur de la police et des services secrets. En ce sens, Poutine s'oriente peut-être vers le modèle iranien : un régime qui ne bénéficie pas du soutien de la majorité maintient le pouvoir par la violence.

Quant à l'humeur au sein des élites politiques et économiques, elles sont certes mécontentes de la prolongation sans fin de la guerre, du recul économique, des restrictions d'Internet et de l'emprise croissante des services de sécurité. Contrairement aux rumeurs propagées par une partie des médias occidentaux, il n'existe cependant pas de complot en préparation contre Poutine.

Cela tient à plusieurs raisons. Premièrement, la peur de la répression rend les élites divisées et méfiantes les unes envers les autres. Il convient de rappeler que le nombre d'arrestations de fonctionnaires a fortement augmenté au cours de la dernière année : des dizaines d'employés du ministère de la Défense — dont plusieurs anciens adjoints au ministre Sergueï Choïgou — ont été arrêtés, ainsi que des représentants d'autres ministères. En 2024, le ministre des Transports Roman Starovoïd s'est suicidé face à la menace d'arrestation, tandis que le vice-ministre des Ressources naturelles Denis Boutsaev a fui aux États-Unis. Plusieurs hommes d'affaires de premier plan, soupçonnés de déloyauté politique, ont perdu biens et liberté — c'est notamment le cas de Vadim Mochkovitch, propriétaire de l'une des plus grandes entreprises agroalimentaires du pays.

Deuxièmement, l'agenda et les perspectives d'un tel complot restent flous dans les circonstances actuelles : ces élites n'ont pas de vision commune et claire d'une orientation alternative de politique étrangère ni des conditions pour mettre fin à la guerre. Elles ne disposent pas non plus de légitimité aux yeux de la population.

Enfin, la disparition de Poutine pourrait déclencher des conflits de grande ampleur au sein des élites russes autour du contrôle des propriétés. Ayant détruit toutes les institutions politiques du pays au cours de ses vingt-cinq ans de règne, Poutine est lui-même devenu le seul facteur maintenant un équilibre relatif des intérêts au sein de la classe dirigeante. C'est pourquoi les élites craignent sa disparition plus que la poursuite de ses aventures militaires destructrices.

— -

Ashley Smith est membre du collectif Tempest à Burlington, Vermont (États-Unis). Il a écrit dans de nombreuses publications, dont Spectre, Truthout, Jacobin, New Politics, et bien d'autres, en ligne et en version imprimée.

P.-S.

Source : Tempest, 1^{er} juin 2026. Disponible sur : <https://tempestmag.org/2026/06/war-economic-crisis-and-discontent-in-putins-russia/>

Traduit de l'anglais et notes pour ESSF par Adam Novak

Notes

[1] L'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective, en russe : Организация Договора о коллективной безопасности) est une alliance militaire dirigée par la Russie regroupant plusieurs États post-soviétiques. L'Arménie, officiellement toujours membre, a suspendu sa participation active à partir de 2023, après la prise de contrôle de l'Artsakh (Haut-Karabakh) par l'Azerbaïdjan sans réaction de l'OTSC.

[2] Robert Fico est Premier ministre de la Slovaquie depuis octobre 2023. Il s'oppose aux livraisons d'armes à l'Ukraine et a maintenu les importations de gaz russe, bloquant à plusieurs reprises les initiatives européennes de soutien à Kiev.

[3] Sur les dynamiques politiques de la guerre et leurs implications pour la gauche anti-guerre, voir : Collectif éditorial de Posle, « Déclaration pour le quatrième anniversaire de la guerre », Europe Solidaire Sans Frontières, février 2026. Disponible sur : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article78177> — Sur la répression de la gauche et des militants anti-guerre en Russie, voir également la rubrique ESSF « À gauche (Russie) » : <https://europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1792>

[4] Le FSB est le principal service de sécurité intérieure de la Russie, héritier du KGB soviétique. Il est responsable du contre-espionnage, de la surveillance intérieure et de la lutte contre le terrorisme.

[5] La fièvre aphteuse est une maladie virale hautement contagieuse qui touche les animaux à sabots (bovins, porcs, moutons, chèvres). Elle est économiquement dévastatrice pour l'élevage et fait l'objet d'interdictions d'importation dans de nombreux pays. La Russie est un exportateur significatif de viande ; la reconnaissance de l'épidémie par la Chine et les États-Unis rend inévitable une interdiction des exportations de viande russe.